

LA LETTRE DE VEILLE

du Centre Islamique pour le Développement du Commerce

01 DÉCEMBRE 2023

NUMÉRO 02



Sommaire

Actualité analysée - Conseil de coopération du Golfe...: aval à un visa touristique unifié • L'Arabie saoudite met le turbo sur le tourisme! • AGC: 50 milliards de dollars pour soutenir le développement en Afrique • Maroc: Façade atlantique de l'Afrique, pour l'émergence d'un nouvel espace de croissance • Sommet économique saoudo-africain • Côte d'Ivoire: Le port de San Pedro en pleine expansion • Togo: La carte des investisseurs ODD sera prête d'ici fin 2024 • Moyen-Orient: Un conflit aux conséquences économiques majeures

Actualité chiffrée - 3,2 millions d'arrivées de touristes musulmans en presque deux mois! • L'Iran et l'Afghanistan signent 5 accords économiques clés • À Dubaï, le Big Gitex • Suriname : TotalEnergies annonce un projet pétrolier de 9 milliards • Ouzbékistan : Le secteur du pétrole en pole position...

Actualités en Bref
Agenda



sions positives sur les secteurs économique et touristique, a été saluée comme une nouvelle réalisation du CCG. Prévu pour entrer en vigueur entre 2024 et 2025, en fonction des réglementations internes de chaque pays du CCG, ce visa permettra aux voyageurs de visiter les six nations du Golfe, renforçant ainsi l'intégration économique et régionale et favorisant l'attraction et la rétention des touristes dans la région. ■

□ ACTU ANALYSÉE

Conseil de coopération du Golfe ... AVAL À UN VISA TOURISTIQUE UNIFIÉ

Le Conseil de coopération du Golfe (CCG) a récemment donné son aval à un visa touristique unifié, englobant les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, le Qatar, le Koweït, Oman et Bahreïn. L'entrée en vigueur de ce nouveau visa : 2024-2025. Décryptage.

Les pays du Golfe vont désormais avoir leur espace Schengen. En effet, cette nouvelle a été annoncée suite à la délibération du Conseil de coopération du Golfe (CCG) qui a approuvé en novembre dernier le projet d'un visa touristique unifié pour tous les États membres du Conseil : l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Qatar, le Koweït, Bahreïn et

Oman. Il fonctionnera d'une manière similaire au visa Schengen, qui autorise des séjours allant jusqu'à 90 jours dans l'un des 27 États membres de l'Union européenne pour des motifs touristiques ou professionnels, permettant en outre la libre circulation des personnes entre les pays concernés. Cette décision, susceptible d'avoir des répercus-

L'Arabie saoudite met le turbo sur le tourisme !

Alors qu'Oman attire déjà de nombreux visiteurs grâce à ses wadis aux eaux turquoise, que Dubaï fait partie des destinations préférées dans la région et que le Qatar a accueilli des supporters des quatre coins de la planète en hébergeant la dernière Coupe du monde de la FIFA, l'Arabie saoudite, dont l'industrie touristique est encore à ses balbutiements, a prévu un budget de 1.000 milliards de dollars pour développer le secteur d'ici à 2030. Une politique qui commence à porter ses fruits, car le royaume saoudien vient de remporter l'organisation de l'Exposition universelle 2030 et devrait également accueillir la Coupe du monde 2030 de la FIFA.

□ ACTU ANALYSÉE

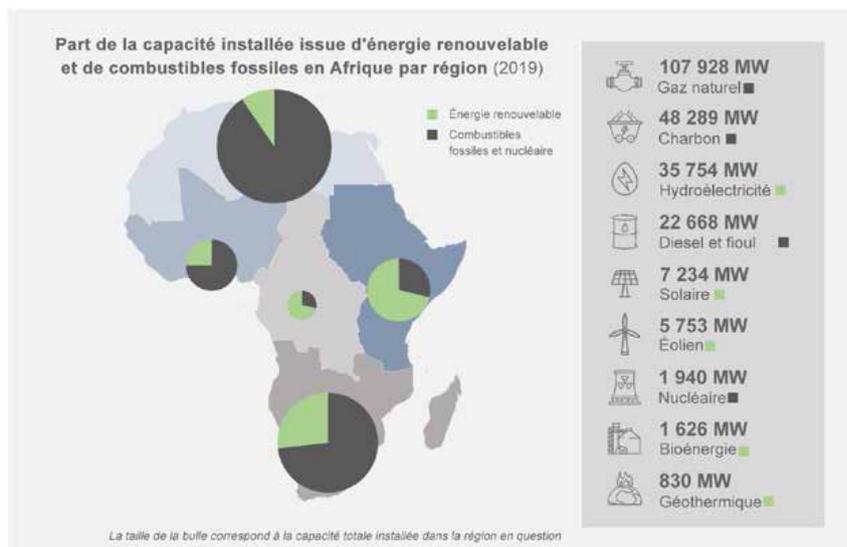
Groupe de Coordination Arabe (GCA) 50 MILLIARDS DE DOLLARS POUR SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

Dans le cadre du renforcement de son soutien aux pays partenaires africains et suite à la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP28), organisée à Dubaï, le Groupe de coordination arabe a annoncé son initiative visant à allouer un montant pouvant atteindre 50 milliards de dollars américains jusqu'en 2030 pour aider à construire des infrastructures afin de soutenir la résilience et des sociétés inclusives sur le continent africain.

L'annonce a été faite, en marge du Sommet saoudo-africain, par le président du Groupe de la Banque islamique de développement (BID), Mohammed Sulaiman Al-Jasser, membre du groupe. Cette initiative vise notamment à renforcer la capacité des pays africains à résister et à s'adapter aux changements climatiques. Dans le détail, les fonds seront orientés vers des domaines tels que la sécurité énergétique, la transition énergétique, le renforcement de l'intégration régionale et de la communication, le financement et la facilitation du commerce, les initiatives visant à autonomiser les femmes et les jeunes et à leur créer des opportunités d'emploi et d'éducation, le renforcement du soutien...

Pour les États fragiles, l'amélioration de l'efficacité du développement, le financement du secteur privé et la sécurité : alimentation, pauvreté et chômage. Il faut rappeler que depuis un moment, l'Afrique est très présente sur le terrain de la lutte contre les changements climatiques.

Le récent Sommet africain pour le climat, qui s'est déroulé en septembre à Nairobi, est un témoignage éloquent de cette vague de prise de conscience de l'élite au sujet des impacts socio-économiques de la crise climatique. À l'issue de cette grand-



Capacités installées de différentes sources de production d'électricité en Afrique par région. Données : IRENA (2020b), Illustration : Multiconsult



Muhammad Sulaiman Al Jasser, Président du Groupe de la Banque islamique de développement (BID)

messe sur le climat, de grandes résolutions avaient été prises, notamment celle des Émirats arabes unis qui ont annoncé 4,5 milliards d'euros d'investissement dans les énergies vertes en Afrique. Des représentants du secteur privé émirati se sont engagés à acheter pour 450 millions de crédits carbone africains d'ici 2030. Aujourd'hui, dans cette course vers la transition écologique, d'énormes opportunités et défis sont présents sur le continent. Et le mégaprojet du gazoduc entre le Maroc et le Nigéria est un exemple patent. Au-delà d'une mission sociale (énergie), c'est un véritable levier économique. ■

Économie bleue

MAROC : FAÇADE ATLANTIQUE DE L'AFRIQUE, POUR L'ÉMERGENCE D'UN NOUVEL ESPACE DE CROISSANCE

Le processus des États africains atlantiques est né à Rabat en 2009. En 2022 sous l'impulsion du Maroc, il met le cap sur une nouvelle étape. Le Discours Royal adressé à la Nation à l'occasion de la célébration du 48^e anniversaire de la Marche Verte a remis le projet sur orbite. Un couloir de coopération tous azimuts. Décryptage.

Selon une note du Policy Center, la façade atlantique de l'Afrique réunit dans un espace géopolitique en construction les principaux atouts et défis du continent africain. Les 23 pays riverains représentent 46% de la population africaine, concentrent 55% du PIB africain, réalisent 57% du commerce continental et recèlent d'énormes ressources naturelles (24 milliards de barils de pétrole de réserves prouvées au large du golfe de Guinée). Ces pays demeurent néanmoins confrontés à des défis communs : la crise du modèle du développement humain, le règlement des différends territoriaux et maritimes, la montée en puissance de la menace asymétrique (piraterie, terrorisme, banditisme), l'appropriation de l'espace maritime à travers une politique maritime structurante.

Même si les défis semblent apparents, le développement d'un véritable couloir de coopération peut permettre l'émergence d'un nouvel espace de croissance. Ainsi, dans son Discours adressé à la Nation à l'occasion de la célébration du 48^e anniversaire de la glorieuse Marche Verte, le Souverain a également formulé le souhait pour que la façade atlantique du Royaume devienne un haut lieu de communion humaine, un pôle d'intégration économique et un foyer de rayonnement continental et international. Il faut dire que l'approche Royale pour le développement du littoral atlantique marocain dans le cadre d'un projet global visant à renforcer l'ancrage du Royaume dans son environnement africain n'est pas nouvelle. Il s'agit d'une vision portée par le Souverain depuis plus d'une décennie et qui

a pour ambition de créer un espace de progrès, de paix et de prospérité partagés incluant tous les pays de la bande atlantique de l'Afrique. La façade atlantique, c'est 23 pays, du Maroc jusqu'en Afrique du Sud, en passant par la Namibie, l'Angola, le golfe de Guinée, etc. Et c'est un espace extraordinairement important sur le plan du coefficient géostratégique. Il convient de rappeler que la première réunion ministérielle du

Processus des États africains atlantiques (PEAA), tenue à Rabat le 8 juin 2022, s'est soldée par la Déclaration de Rabat I, qui a souligné l'engagement politique des pays africains atlantiques à mettre en œuvre leur partenariat visant à raffermir les liens de coopération et d'intégration entre les pays africains riverains de l'océan Atlantique, en vue de consolider la paix et la stabilité et de faire face aux défis économiques et sécuritaires. ■



□ ACTU ANALYSÉE

SOMMET ÉCONOMIQUE SAOUDO-AFRICAIN

Les travaux du Sommet économique saoudo-africain reviennent sur le devant de la scène internationale. Organisé à Riyad, en présence de S.A.R. le Prince Mohammed Ben Salmane Ben Abdelaziz Al Saoud, Prince héritier du Royaume d'Arabie saoudite, et des dirigeants et chefs de délégations de plusieurs États africains, ce sommet vise à instaurer une coopération stratégique entre les parties saoudienne et africaine dans le domaine de l'économie et de l'investissement pour servir les intérêts communs, le développement et la stabilité des pays du Continent.

Après les incontournables sommets France-Afrique devenus « Afrique-France », qui rythmaient la vie diplomatique des pays francophones, d'autres puissances planétaires ont voulu s'inscrire dans cette diplomatie économique afin de développer leur présence en Afrique. Ainsi sont nés le sommet Russie-Afrique, le sommet Turquie-Afrique, le sommet Chine-Afrique... S'inscrivant dans cette diplomatie économique, Riyad

a réuni, le 10 novembre, au Centre international de conférences Roi Abdelaziz – et pour la première fois – des chefs d'État africains autour d'un thème transversal : « Développement et prospérité : agriculture, éducation, santé et aide humanitaire ». Et au-delà des questions géopolitiques, cette rencontre a été un véritable rendez-vous économique. Cette première édition vise à instaurer une coopération stratégique entre les parties saou-

dienne et africaine dans le domaine de l'économie et de l'investissement pour servir les intérêts communs, le développement et la stabilité des pays du continent. Douze pays africains (Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, Guinée, Malawi, Mozambique, Niger, Sierra Leone, Rwanda et Tanzanie) ont signé, la veille de l'ouverture du sommet, quatorze accords de prêt avec le Fonds saoudien pour le développement. ■

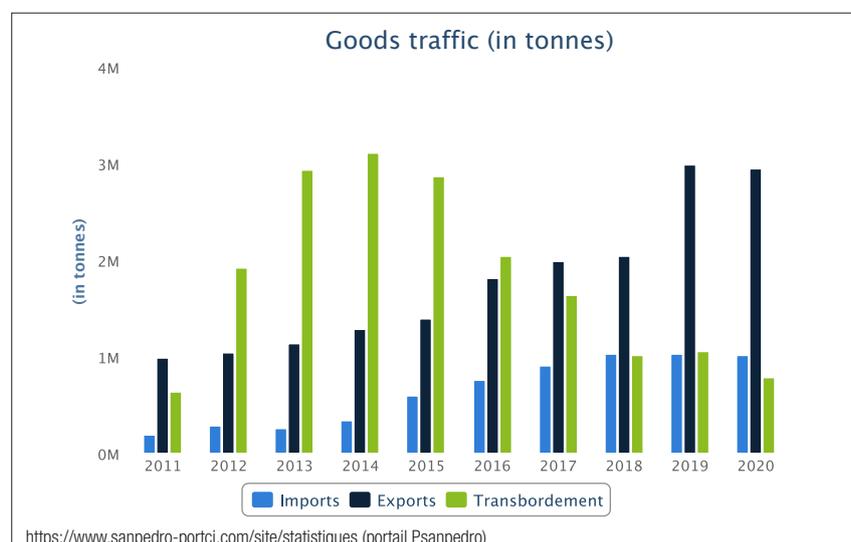
Côte d'Ivoire

LE PORT DE SAN PEDRO EN PLEINE EXPANSION

Le premier port d'exportation de cacao au monde entend doper son trafic et se diversifier. Avec pour objectif de devenir, d'ici quelques années, un hub portuaire sous-régional de premier ordre.

C'est grâce au premier président de la Côte d'Ivoire que l'on doit la construction du port de San Pedro dès l'indépendance du pays, en 1960.

Et l'ambition du père de la nation ivoirienne était de faire de San Pedro un pôle économique régional et un des moteurs du développement de la Côte d'Ivoire. Malgré la volonté du père de l'indépendance, la ville portuaire a connu un bref essor avant de stagner. Projets ambitieux à l'abandon, infrastructures locales débordées par les vagues de travailleurs venus y trouver l'espoir d'une vie meilleure... Petit



village de pêcheur à l'origine, San Pedro devient l'une des villes les plus peuplées de Côte d'Ivoire.

Cependant, des décennies après, les efforts de la politique de l'émergence initiée par Alassane Ouattara ont fait revivre la ville. L'État y a investi dans la construction de différentes infrastructures : université, palais de justice, prison... Mais c'est surtout à son port, le premier mondialement en matière d'exportation de cacao, qu'elle doit sa renaissance. En pleine expansion, plusieurs entreprises du secteur cacaoyer y ont installé leurs usines. À quelques semaines de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), qui démarrera le 13 janvier prochain en Côte d'Ivoire, San Pedro – qui accueillera plusieurs matchs – est en chantier. Les artères principales sont en cours d'élargissement. Le stade Laurent Pokou, des stades d'entraînement et une cité de la CAN ont aussi été construits.

Premier port cacaoyer au monde

Disposant d'un quai dernière génération, d'un gros bâtiment administratif et des zones de stockage aménagées pour une capacité de 160.000 tonnes, le port a été conçu comme une plateforme multimodale dotée des équipements de pointe pour charger et décharger les produits. L'aménagement d'un quai supplémentaire de 250 mètres et de 13 mètres de profondeur qui permettrait d'accueillir deux bateaux en même temps est en cours de construction. Par ailleurs, en plus du cacao, d'autres matières premières sont exportées : le nickel. Exporté via le Terminal de San Pedro, extrait des mines de la Compagnie des mines de Bafing (CMB), dans l'ouest du pays, ce minerai est principalement destiné à la Grèce pour nickel de qualité supérieure et à la Chine pour celui de qualité ordinaire.

Aujourd'hui, à la lumière des chantiers impulsés, la ville de San Pedro demeure un véritable pôle de développement et surtout une niche d'investissement à l'image de Tanger-Med au Maroc. ■

□ ACTU ANALYSÉE

Togo

LA CARTE DES INVESTISSEURS ODD SERA PRÊTE D'ICI FIN 2024

Selon le gouvernement, le pays disposera bientôt d'une carte de l'investissement orienté vers les objectifs de développement durable (ODD).



Manuella M. Santos, Minister of Investment Promotion of Togo

C'était en début de mois de novembre que les premières bases de cet outil ont été jetées à la faveur d'une rencontre entre les principaux acteurs de développement du pays. L'initiative, portée conjointement par le ministère de la Promotion de l'investissement et le PNUD, vise notamment à «accélérer l'accès à l'espace financier» du pays dans la mise en œuvre de ses objectifs et mettre en place une plateforme de dialogue et de mobilisation des ressources. De façon concrète, des données seront collectées auprès des structures et institutions publiques comme privées et enregistrées sur une plateforme agrégée au niveau mondial. Ceci afin de donner un meilleur aperçu des opportunités d'investissement dans des domaines

clés du pays en lien avec les ODD : éducation, santé, énergie propre, industrie, lutte contre la pauvreté, accès à l'eau potable ou encore environnement, entre autres. Pour le Togo, qui a renforcé ces dernières années sa politique de promotion et d'attraction des investissements directs étrangers (IDE), c'est une «nouvelle ère qui s'ouvre», a souligné dans la presse le directeur par intérim de l'Agence de promotion des investissements et de la zone franche (API-ZF), Atsouvi Yawo Sikpa. «L'élaboration de cette carte contribuera à l'accélération des objectifs du gouvernement et, partant, des ODD», a ajouté le responsable. À ce jour, une quarantaine de pays dans le monde (dont une dizaine sur le continent) ont déjà finalisé leur carte. ■

□ ACTU ANALYSÉE

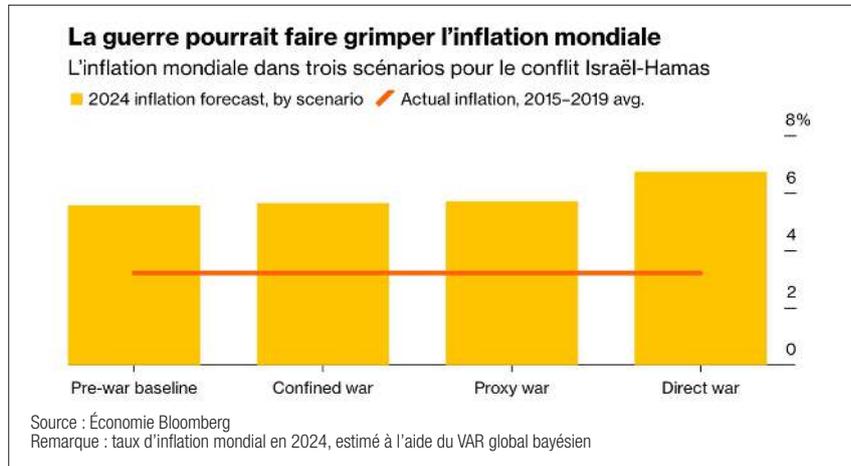
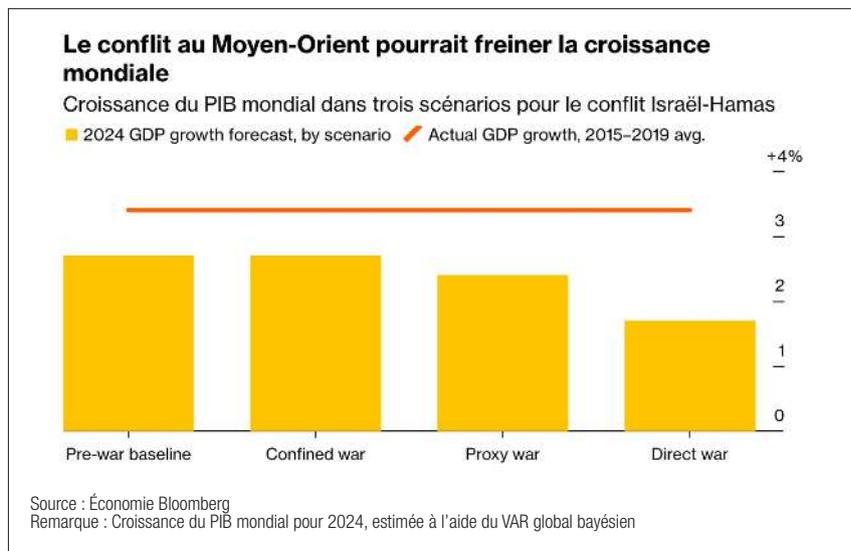
Moyen-Orient

UN CONFLIT AUX CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES MAJEURES

Les troubles au Moyen-Orient risquent de replonger l'économie mondiale dans une impasse. Après le Covid et la guerre en Ukraine, un nouveau coup de frein est-il à redouter ? Décryptage.

C'était lors de la grand-messe financière tenue à Marrakech devant le gotha de l'élite mondiale que la directrice du FMI, Kristalina Georgieva, a exprimé à mot couvert le fait que les différentes économies mondiales risquent d'être exposées à des ondes de choc découlant du conflit au Moyen-Orient. «Un nouveau nuage dans un horizon déjà peu ensoleillé pour l'économie mondiale», laissait entendre la Patronne du FMI. En clair, l'embrassement de la région où est concentrée 40% de la production du pétrole pourrait très vite faire flamber le cours du brut et ainsi anéantir le recul encore fragile de l'inflation.

Ces deux grands chocs pour l'économie mondiale qu'ont été la pandémie puis la crise énergétique engendrée par la guerre de la Russie contre l'Ukraine ont porté l'inflation à des niveaux jamais atteints auparavant. Une flambée des prix que les anciennes générations n'ont jamais connue. Et pour cause, le dernier épisode de très forte inflation qu'a connu le monde a été déclenché il y a tout juste cinquante ans. Les 16 et 17 octobre 1973, les pays arabes producteurs de pétrole décrètent une hausse des prix du pétrole, pour des raisons géopolitiques. Ce fut la guerre d'Octobre qui entraîne donc ces externalités économiques des pays membres de l'OPEP. Le prix du pétrole atteint rapidement un niveau stratosphérique. Il quintuple en



l'espace de trois mois. Même si certains pays ont appelé à cette mesure, les pays de l'OPEP demeurent cependant inaudibles à cet appel.

Dans une note, les économistes de Bloomberg préviennent sur les risques d'une forte récession. Un choc pétrolier de cette ampleur ferait échouer les efforts déployés pour maîtriser la

hausse des prix du pétrole. Les économistes imaginent ainsi l'inflation mondiale remonter à 6,7% l'année prochaine. Bloomberg Economics estime que les prix du pétrole pourraient grimper jusqu'à 150 dollars le baril et que la croissance mondiale chuterait à 1,7%, une récession qui enlèverait environ 1.000 milliards de dollars à la production mondiale. ■

□ ACTU CHIFFRÉE

3,2 MILLIONS

d'arrivées de touristes musulmans en presque deux mois !

La Malaisie vise 3,2 millions d'arrivées de touristes musulmans d'ici la fin de l'année 2023 contre 2,1 millions l'année dernière, a déclaré le vice-ministre du Tourisme, des arts et de la culture du pays, Khairul Firdaus Akbar Khan.

Ce nombre équivaut à 20% des 16 millions de touristes étrangers ciblés cette année, a déclaré Akbar Khan aux journalistes après le lancement du Mois du tourisme islamique 2023 dans la ville d'Ipoh, dans l'État de Perak, au nord-ouest du pays. C'est la preuve de la collaboration fructueuse entre les entreprises opérant dans le secteur du voyage, qui est conforme à la stratégie principale de la politique nationale du tourisme 2020-2030 de Malaisie. «Le Mois du tourisme islamique a un grand potentiel pour être un événement important pour la Malaisie pour attirer les touristes musulmans de la région et au-delà», a déclaré le responsable. Rappelons que les fins d'année dans ce pays sont dédiées à la période du tourisme islamique. Elle comprendra des visites de mosquées à travers le pays et des activités spéciales pour le public. Ces dernières années, le



Malaysian Tourist Center (MATIC)

pays a connu d'importantes réalisations en matière de tourisme favorable aux musulmans, notamment sa reconnaissance en tant que meilleure destination favorable aux musulmans et une meilleure destination favorable aux femmes musulmanes. Faisant du tourisme un levier éco-

nomique, entre janvier et mai 2023, ce sont près de 7,5 millions de touristes internationaux qui ont visité la Malaisie. Le pays espère attirer 16,1 millions de visiteurs internationaux, générant des revenus estimés à 49,3 milliards de MYR, soit environ 10 milliards d'euros. ■

L'IRAN ET L'AFGHANISTAN SIGNENT 5 ACCORDS ÉCONOMIQUES CLÉS

Les deux pays ont signé cinq accords de coopération économique liés aux transports, à l'aviation civile, aux mines et aux zones de libre-échange.

L'Iran et l'Afghanistan ont signé le mois dernier cinq accords de coopération économique liés aux transports, à l'aviation civile, aux mines et aux zones de libre-échange. Une délégation du gou-

vernement intérimaire Afghan a rencontré des responsables iraniens à Téhéran et a eu des discussions économiques, a rapporté l'agence de presse officielle iranienne IRNA. Le ministre

afghan par intérim du Commerce et de l'industrie, Nooruddin Azizi, a déclaré à la presse à la suite de cette rencontre que son gouvernement cherchait à augmenter le commerce annuel avec l'Iran à 10

Afghanistan

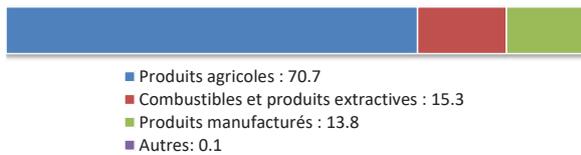
PIB (millions de \$EU courants, 2020)	20 136	Rang dans commerce mondial, 2022	<u>Exportations</u>	<u>Importations</u>
PIB par habitant (\$EU courants, 2018-2020)	593	Marchandises	156	131
Transactions courantes, solde (% du PIB, GDP, 2020)	11.2	intra-UE exclu	130	105
Commerce par habitant (\$EU, 2018-2020)	136	Services commerciaux	138	129
Commerce (% du PIB, 2018-2020)	23.0	intra-UE exclu	112	103

COMMERCE DES MARCHANDISES

Millions de \$EU	Valeur		Variation annuelle en %	
	2022	2010-2022	2021	2022
Marchandises, exportations, f.a.b.	992	8	33	-4
Marchandises, importations, c.a.f.	5 762	1	-15	4
	<u>2022</u>			<u>2022</u>
Part dans les exportations mondiales (%)	0.00		Part dans les importations mondiales (%)	0.02

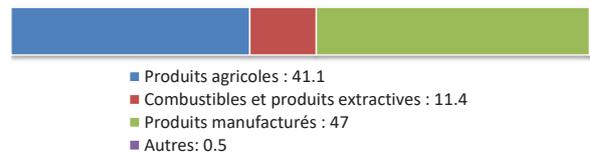
Ventilation des exportations totales

Par grands groupes de produits, % (2021)

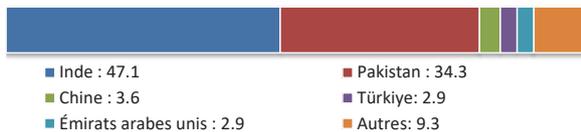


Ventilation des importations totales

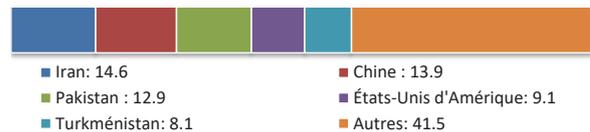
Par grands groupes de produits, % (2021)



Par destinations principales, % (2019)



Par origines principales, % (2019)



milliards de dollars américains. Notant que l'Iran est le principal partenaire commercial de l'Afghanistan, le responsable a estimé le commerce des deux pays au cours de l'année civile iranienne précédente à 970 millions de dollars.

Pour rappel, il faut noter que la valeur des exportations non pétrolières de l'Iran vers l'Afghanistan a augmenté de 4% au cours des sept premiers mois de l'année civile iranienne en cours (21 mars-22 octobre), par rapport à

la même période de l'année dernière, a déclaré le porte-parole du Comité des relations internationales et du développement commercial de la Maison iranienne de l'industrie, des mines et du commerce. ■

À DUBAÏ, LE BIG GITEX

Avec plus de 7.000 exposants, plus de 170 nationalités représentées et environ 180.000 visiteurs, le Gitex est devenu l'un des plus grands salons du monde de la Tech.

«L'Urban Technology District de Dubaï», tel est le nom d'un futur espace qui s'implantera dans le quartier Al-Jaddaf de la ville. Le projet est accompagné d'une promesse : «créer 4.000 emplois dans la greentech», rapporte Gulf News. Comme à la Silicon Valley, cet espace dédié à la Tech est l'un des grands symboles de la dynamique du numérique enclenchée par Dubaï. Avec ces trois millions d'habitants, l'ambition des élites est de

faire de cette ville une place forte de la Tech mondiale. Elles en veulent pour preuve le Gitex qui est à ce jour le plus grand salon mondial du secteur. De fait, le nombre de start-up présentes a plus que doublé depuis 2022 (1.800 au lieu de 800). Ce sont 180.000 visiteurs qui étaient attendus en 2023 à l'ouverture de l'événement contre 115.000 enregistrés lors de la dernière édition du Consumer Electronics Show de Las Vegas (États-Unis), en

janvier. Fruit d'une véritable volonté politique, selon le rapport IESE Cities in Motion, Dubaï se classe au 5e rang mondial en termes de mise en œuvre et d'intégration des technologies au bénéfice des résidents et visiteurs de la ville, surclassant les centres technologiques réputés, tels que Séoul, Londres et Eindhoven, mais restant derrière Singapour (1er), Hong Kong (2e), San Francisco (3e) et Reykjavik (4) respectivement.

□ ACTU CHIFFRÉE

Suriname

TOTALENERGIES ANNONCE UN PROJET PÉTROLIER DE 9 MILLIARDS

La décision finale d'investissement est attendue dès la fin de l'année 2024 avec un objectif de production en 2028.

TotalEnergies va lancer des études de développement d'un grand projet pétrolier de 9 milliards de dollars et de 200.000 barils/jour au large du Suriname, «avec pour objectif de prendre une décision finale d'investissement fin 2024», a annoncé son PDG Patrick Pouyanné dans une conférence de presse à Paramaribo, capitale de ce petit pays du nord-est de l'Amérique du Sud. Confronté à des turbulences économiques, le pays voit aujourd'hui une alternative dans l'exploitation de réserves de pétrole qui s'annoncent importantes et pourraient le transformer en un eldorado. Le bloc offshore 58 du Suriname est situé à proximité de l'immense zone d'Exxon Mobil dans l'ouest du Guyana et devrait devenir le premier projet pétrolier offshore du pays. «L'appréciation des deux principales découvertes de pétrole, Sapakara South et Krabdagu, s'est achevée avec succès en août (...) et a confirmé des ressources cumu-

lées de près de 700 millions de barils pour les deux champs», indique le communiqué. «Ces réserves, situées entre 100 m et 1.000 m de profondeur, seront produites par un système de puits sous-marins reliés à un FPSO (unité flottante de production, stockage et chargement) situé à 150 km de la côte du Suriname, d'une capacité de 200.000 barils par jour», souligne le communiqué de TotalEnergies. «Ce projet représente un investissement d'environ 9 milliards de dollars» (8,3 milliards d'euros). Selon le communiqué, le pétrolier français est «l'opérateur du Bloc 58, avec une participation de 50% au côté de l'américain APA Corporation». ■



Ouzbékistan LE SECTEUR DU PÉTROLE EN POLE POSITION...

The capacity of Uzbekistan's Ferghana oil refinery will triple to reach 3 million tonnes by 2025. It is one of the largest oil and gas companies in Uzbekistan.

Selon les statistiques officielles, la production de pétrole en Ouzbékistan a augmenté de 1,8% pour atteindre 787.800 tonnes à fin 2022, tandis que la production d'essence a atteint 1,26 million de tonnes, soit une augmentation de 11,5%. En outre, le volume de production de carburant diesel a augmenté de 5,9% et s'est élevé à 800.100 tonnes. Au total, la capacité totale des raffineries de pétrole de l'Ouzbékistan s'élève aujourd'hui à 10 millions de tonnes. C'est dans ce contexte que l'un des leaders du

secteur, en l'occurrence la raffinerie de pétrole de Ferghana, a annoncé son ambition de tripler sa production. Le groupe ambitionne également de moderniser ses raffineries et envisage de créer des cadres de coopération et d'entente mutuelle dans le domaine de la production pétrolière et gazière. Rappelons qu'au sein de l'OIC se trouvent de grands acteurs à dimension mondiale dans ce secteur. En effet, un couloir de coopération trouve sens dans l'esprit fondateur de cette organisation. ■



Les autorités de Dubaï ont investi des milliards de dirhams pour transformer la ville en une plateforme mondiale pour l'innovation et ont offert un soutien financier à des start-up prometteuses spécialisées dans des produits et services attirant un public mondial. ■

EN BREF

► Cameroun : La Banque mondiale au chevet du secteur électrique

En visite en fin du mois de novembre dernier au Cameroun, Ousmane Diagana, vice-président Afrique de l'Ouest et Afrique centrale de la Banque mondiale, a signé trois conventions de financement, dont une de 300 millions de dollars (près de 180 milliards de FCFA ; 275 millions d'euros) pour améliorer la performance financière du secteur de l'électricité. Notons que ce prêt concessionnel sera remboursé sur trente ans, avec un différé de cinq ans, pour un taux d'intérêt de 1,2%.

► Ferroviaire : Le Sénégal et le Mali veulent faire renaître le train Dakar-Bamako...

La ligne Dakar-Bamako existe depuis 1924. Longue de 1.287 km, elle relie le port maritime de Dakar au port fluvial de Koulikoro au Mali. Avec des bifurcations vers Touba, vers Saint-Louis et vers la zone industrielle de Bamako. Après donc plusieurs ratés de relance, le projet revient sur la table. Le coût de la réhabilitation est estimé à un milliard de dollars (500 milliards de FCFA), financé en partie par la Banque mondiale et l'Agence française de développement.

► Djibouti met les bouchées doubles pour les ENR

Entrée en production du premier parc éolien du pays en septembre (17 éoliennes installées par l'espagnol Siemens Gamesa), d'une ferme solaire et d'une centrale biomasse prévue pour 2024, des projets bien avancés en géothermie... Djibouti, à l'image des pays comme le Maroc, met aujourd'hui le turbo sur les EnR pour devenir le premier pays africain à produire une énergie 100% verte d'ici à 2035.

► OIC Coffee Meet Cameroon : L'industrie du café au centre des débats !

Sous le Haut Patronage de Son Excellence Monsieur Paul Biya, Président de la République du Cameroun, le Centre islamique pour le développement du commerce (CIDC), en partenariat avec le ministère camerounais du Commerce, la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) et le Conseil interprofessionnel du cacao et du café (CICC), organise la 1^{re} édition de l'OIC Coffee Meet Cameroon, les 28 et 29 novembre 2023, à Yaoundé au Cameroun. Cette grand-messe du café vise à promouvoir les flux commerciaux et les investissements dans le secteur de l'industrie du café entre les États membres de l'OCI. Pour rappel, l'objectif est de développer des solutions durables et équitables, tout en augmentant les opportunités d'investissement et en particulier entre le Cameroun et les pays importateurs de l'OCI.

► Nigéria : La BIDC accorde 50 millions de dollars à Wema Bank Plc

La Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) a signé un accord avec Wema Bank Plc Nigéria, fournissant une ligne de crédit de 50 millions de dollars pour soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) dans le secteur de l'agro-industrie en République fédérale du Nigéria.

► Un couloir économique prometteur entre l'Arabie saoudite et l'Afrique

Lors des Sommets arabo-africain et saoudo-africain à Riyad, la Banque de développement et de commerce d'Afrique orientale et australe (TDB) et la Banque saoudienne d'export-import (Saudi EXIM) ont signé, le 9 novembre 2023, un protocole d'entente. Cette collaboration vise à renforcer les opportunités de cofinancement et d'investissement, ainsi qu'à promouvoir le commerce entre l'Arabie saoudite et le continent africain.

► La COP28 à Dubaï ?

La 28^e édition de la Conférence des parties sur le climat, la COP28, s'est déroulé à Dubaï (Émirats arabes unis) du 30 novembre au 12 décembre 2023. Les grands sujets de cette messe du climat étaient : financement de la transition écologique, fonds «Pertes et dommages», fin des subventions des énergies fossiles et développement des énergies renouvelables...

► Égypte : Al Baraka Bank obtient un financement Murabaha de 50 millions

La Société financière internationale (IFC) a accordé un financement Murabaha de 50 millions USD à la banque islamique, Al Baraka Bank Egypt, pour l'aider à soutenir les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) et les femmes entrepreneurs en Égypte. Al Baraka Bank Egypt qui a pour premier actionnaire, avec 73,68 % de parts, le groupe d'investissement bahreïnite Al Baraka Banking Group (ABG) entend accroître son exposition aux entreprises des secteurs de la technologie, des transports, de la communication et de la santé.

► Turquie : Les investissements de la BERD ont atteint 2,7 milliards de dollars

Les investissements de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) en Turquie devraient dépasser cette année 2,5 milliards d'euros (environ 2,7 milliards de dollars), a déclaré à la presse le président de la Banque. Soulignant que la Turquie a reçu la plus grande part des investissements de la BERD au cours des trois dernières années.

► Sommet mondial du Sud : Le Kazakhstan de la partie

Le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Kazakhstan, Murat Nurtleu, sur invitation du ministre indien des Affaires étrangères, Subrahmanyam Jaishankar, a participé le 17 novembre dernier à une réunion ministérielle L'Inde et les pays du Sud : développement conjoint pour un avenir meilleur, un élément crucial du deuxième Sommet La Voix du Sud, a rapporté le service de presse du ministère. Saluant le partenariat stratégique entre Astana et New Delhi, le ministre a également insisté sur l'importance de la coopération entre le Kazakhstan et les pays du Sud, soulignant la nécessité d'améliorer la connectivité des transports.



Le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (C.I.D.C), dont le siège est à Casablanca (Maroc), constitue un instrument privilégié de promotion des échanges commerciaux des États Membres de l'Organisation de la Coopération Islamique.

Il a pour objectifs de :

- Encourager le développement des échanges commerciaux réguliers entre les États Membres ;
- Promouvoir les investissements visant le développement des échanges commerciaux ;
- Contribuer à la promotion des productions des États Membres et favoriser l'accès aux marchés extérieurs ;
- Promouvoir l'information commerciale ;
- Assister les États Membres dans le domaine de la promotion commerciale et des négociations commerciales internationales ;
- Assister les entreprises et les opérateurs économiques.

L'action du C.I.D.C s'articule autour de six axes principaux :

PROMOTION COMMERCIALE

- Encourager les contacts entre les hommes d'affaires des États Membres ;
- Assurer la promotion des productions des États Membres notamment par la tenue régulière de la Foire Islamique et par l'organisation d'expositions et salons spécialisés ;
- Assister les États Membres dans la création et l'organisation de Centres de Promotion des Exportations.
- Assurer des services de conseil et d'expertise aux États Membres en matière de promotion Commerciale.

INFORMATION COMMERCIALE

- Collecter et diffuser les données commerciales ;
- Développer des bases de données commerciales accessibles à distance ;
- Assister les États Membres dans la création et l'organisation de Centres de Documentation et de réseaux d'Information Commerciale.

PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

- Encourager les investissements intra-OCI ;
- Promouvoir les investissements étrangers dans les États Membres de l'OCI ;
- Encourager le partenariat entre les opérateurs économiques des États Membres ;
- Assurer des services de conseil et d'expertise aux États Membres en matière de promotion des investissements particulièrement ceux tournés vers l'exportation

ÉTUDES ET RECHERCHES

- Publier un Rapport Annuel sur le commerce inter-islamique ;
- Mener des études sectorielles concernant les produits et les marchés ;
- Etudier les voies et moyens susceptibles d'atténuer les obstacles au commerce entre les États Membres.

FORMATION

- Organiser des séminaires et des stages de formation
- Aider les États Membres à créer un corps d'experts dans les divers domaines du développement commercial.

NÉGOCIATIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES

- Assister les États Membres dans les négociations commerciales ;
- Préparer et organiser les négociations commerciales intra-OCI .

agenda



■ **ATELIER SUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE NUMÉRIQUE EN AFRIQUE**
08-10 Janvier 2024 • Casablanca, Maroc

■ **ATELIER RÉGIONAL PRÉPARATOIRE DE LA 13^e RÉUNION MINISTÉRIELLE DE L'OMC (CM13) AU PROFIT DES ÉTATS MEMBRES DE L'OCI**
10-11 Janvier 2024 • Tunis, Tunisie

■ **FOIRE DE BAGDAD**
10-19 Janvier 2024 • Bagdad, Irak

■ **7^e SESSION DE LA RÉUNION ANNUELLE DES INSTITUTIONS DE L'OCI (ACMOI)**
17-18 Janvier 2024 • Jeddah, Arabie saoudite

■ **22^e RÉUNION DES CONSEILLERS ÉCONOMIQUES AUPRÈS DES AMBASSADES DES ÉTATS MEMBRES DE L'OCI ACCRÉDITÉES AU MAROC**
29 Janvier 2024 • Rabat, Maroc

■ **RÉUNION DE L'OCI SUR LE PLAN D'ACTION 2026-2035**
29-31 Janvier 2024 • Casablanca, Maroc

■ **14th WORLD ISLAMIC ECONOMIC FORUM (WIEF)**
06-08 Février 2024 • Abu Dhabi, Émirats arabes unis

■ **TRADE FACILITATION IN ARAB REGION (WORLD GOVERNMENT SUMMIT)**
12-14 Février 2024 • Dubaï, Émirats arabes unis

■ **MUSLIM WORLD WOMEN SUMMIT - KUALA LUMPUR**
22-23 Février 2024 • Kuala Lumpur, Malaysia

■ **WTO MC13**
26-29 Février 2024 • Abu Dahbi, Émirats arabes unis

■ **4^e FORUM CONSULTATIF DES ORGANISATIONS DE COOPÉRATION RÉGIONALE (ORC) OPÉRANT DANS LA ZONE DE L'OCI**
06-07 Mars 2024 • Marrakech, Maroc

■ **OIC HALAL FORUM AZERBAIJAN**
24-26 Avril 2024 • Baku- Azerbaijan

■ **ICDT INVEST DAYS BANJUL**
02-03 Mai 2024 • Banjul, Gambie

■ **15^e SOMMET DE L'OCI**
04- 05 Mai 2024 • Banjul, Gambie

■ **ATELIER SUR LA DÉFENSE COMMERCIALE AU PROFIT DES ÉTATS DE L'OCI**
13-14 Mai 2024 • Marrakech, Maroc

■ **5^e SALON DE LA SANTÉ DANS LES PAYS DE L'OCI**
04-07 Juillet 2024 • Dakar, Sénégal

■ **10th OIC HALAL EXPO**
08-12 Octobre 2024 • Tunis, Tunisie



Centre Islamique
pour le Développement du Commerce

ORGANE SUBSIDIAIRE DE L'ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE

Tour des Habous 11/12 ème étage 20000 Casablanca-Maroc

+212 522 314 974

icdt@icdt-oic.org

www.icdt-cidc.org